

## L'aide publique au développement Perspectives à l'horizon 2015

### Avant-propos

Said Bourjij, Claire Brodin

### L'aide publique au développement : une copie à revoir ?

Olivier Lafourcade

### Le contexte actuel

#### L'agenda du développement au rendez-vous de 2015 : l'indispensable refondation

Mathilde Bouyé, Jean-Marc Châtaigner, Julien Richard

#### Repenser la coopération internationale face aux mutations du monde en développement

Gilles Carbonnier

#### Quel avenir pour la coopération au développement de l'Union européenne ?

Olivier Consolo

### Les moyens en question

#### La mesure de l'aide publique au développement et du financement du développement : enjeux pour 2015

Serge Snrech

#### Où en est l'aide publique au développement française fin 2012 ?

Philippe Coquart

#### Les instruments de financement de l'action extérieure de l'Union européenne : qu'attendre des négociations en cours pour 2014-2020 ?

Fatène Benhabylès-Foeth

### Au-delà de l'aide

#### La mobilisation du secteur privé en faveur du développement : quel rôle peuvent jouer les facilités européennes d'investissement ?

Klaus Rudischhauser

#### La taxe sur les transactions financières : vers un réel changement d'échelle dans l'aide au développement européenne et française ?

Claire Brodin

Revue trimestrielle  
publiée par

Épargne Sans Frontière

avec le concours de

l'Agence Française de Développement

Prix au numéro: individus 15€ ; institutions 31€

Abonnement annuel : individus 53€ ; institutions 107€

Épargne Sans Frontière

9 rue Saint-Augustin - 75002 Paris - France

+33(0)1 48 00 96 82 - [esf@epargnesansfrontiere.org](mailto:esf@epargnesansfrontiere.org)

[www.epargnesansfrontiere.org](http://www.epargnesansfrontiere.org)



**ÉPARGNE  
SANS FRONTIÈRE**

**L'aide publique au développement : une copie à revoir ?***Official Development Assistance: a concept to be re-examined ?***Olivier Lafourcade**

Cette tribune propose des éléments de réflexion et d'interrogation sur les notions de développement et d'aide publique au développement dans un monde qui a profondément évolué depuis les années 1960.

*This tribune proposes some lines of appreciation and questioning concerning Development and Official Development Assistance concepts in accordance with a world which has deeply changed since the sixties.*

**L'agenda du développement au rendez-vous de 2015 : l'indispensable refondation***Post-2015 Development Agenda: the essential modernization***Mathilde Bouyé, Jean-Marc Châtaigner, Julien Richard**

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la Déclaration du Millénaire ont constitué un changement de paradigme salutaire en réaffirmant l'importance du développement humain. Excellent outil de mobilisation et vecteur de résultats concrets, ce cadre peut cependant être amélioré. Surtout, sa vision du développement mérite d'être renouvelée. Les OMD arrivant à échéance en 2015, la réflexion internationale en vue de définir un nouvel agenda s'organise autour d'initiatives du Secrétaire général des Nations unies ou issues de « Rio+20 » (formulation d'Objectifs du Développement Durable). Un cadre universel mais flexible devrait découler de ces processus qui ne réussiront que s'ils sont inclusifs. Intégrant les piliers économique, environnemental et social du développement durable, cet agenda conserverait la lutte contre la pauvreté comme objectif central. A terme, ces évolutions devraient se traduire de manière concrète dans l'ensemble des politiques nationales, les stratégies de développement et l'approche de leurs financements.

*The Millennium Development Goals (MDGs) and the Millennium Declaration represented a welcome paradigm shift that reaffirmed the central place of human development. This framework was very helpful in mobilizing support for development and reaching concrete outcomes. But it can be improved. Above all, its approach to development should be modernized. As the MDGs will expire in 2015, international reflections on the new agenda are gaining momentum through processes initiated by the United Nations Secretary-General or launched at "Rio+20" (design of Sustainable Development Goals). A universal, but flexible framework should result from these processes which will be successful only if they are inclusive. This agenda should maintain poverty eradication as a central objective and integrate the economic, environmental and social pillars of sustainable development. These evolutions should then be mainstreamed into our national policies, strategies for development and their financing.*

**Repenser la coopération internationale face aux mutations du monde en développement***Reconsidering international cooperation in a changing development landscape***Gilles Carbonnier**

Cet article examine les mutations du contexte et de la géographie de la pauvreté dans le monde pour aborder le rôle des agences d'aide dans les pays à revenu intermédiaire. Les motifs qui plaident pour la poursuite de l'engagement des donateurs dans ces pays sont analysés. La préservation des biens publics mondiaux et la cohérence des politiques publiques peuvent servir de référence aux pays industrialisés comme aux économies émergentes pour faire progresser l'agenda de réduction des inégalités et de lutte contre les « maux » publics globaux.

*This article examines the changing development landscape and the shifting geography of poverty to question the role of international development assistance in middle-income economies (MICs). The reasons for continued donor engagement in these richer countries are analyzed. The preservation of global public goods and policy coherence for sustainable development can serve as a reference framework for both MICs and high-income countries to effectively address growing concerns over inequality and global public bads.*

## Quel avenir pour la coopération au développement de l'Union européenne ?

*What next for European Union development cooperation?*

**Olivier Consolo**

Cet article évoque les récents changements intervenus dans la politique de développement de l'Union européenne.

*This piece talks on the recent changes announced for European Union Development policy.*

## La mesure de l'aide publique au développement et du financement du développement : enjeux pour 2015

*The measure of official development assistance and of financing for development: challenges for 2015*

**Serge Snrech**

La mesure de l'aide publique au développement est un symbole puissant de la solidarité internationale mais elle ne répond plus de façon satisfaisante au besoin d'informations sur le financement des enjeux globaux. Elle est à la fois trop large pour mesurer la solidarité avec les plus pauvres, trop étroite pour mesurer le financement des enjeux globaux, et trop marquée par ses origines historiques pour avoir une chance de devenir la référence collective d'acteurs du développement toujours plus nombreux et diversifiés. Plutôt que de vouloir réformer la mesure, il semble plus raisonnable de la conserver, après toilettage, comme un témoin des évolutions à long terme de l'effort des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de développer, sur une base nouvelle, un ensemble de mesures adaptées aux enjeux et aux acteurs du XXI<sup>e</sup> siècle, notamment au rôle croissant des pays à revenu intermédiaire et des acteurs transnationaux dans le développement global. Ce développement d'un nouvel ensemble de mesures doit répondre à un cahier des charges complexe et demandera un effort coopératif important, mais il fait probablement partie des conditions à réunir pour arriver à un résultat ambitieux dans la négociation qui démarre sur les objectifs communs et les moyens mobilisés en faveur d'un développement mondial plus solidaire et plus durable après 2015.

*The measure of official development assistance (ODA) is a powerful symbol of international solidarity but it doesn't fit the need for information on the financing of global issues. It is both too large to measure the solidarity with the poorest, too narrow to measure the financing of global challenges, and too much identified with its historical roots to be likely to become the common reference of an ever more numerous and diversified development actors. Rather the reforming ODA measure, it seems more practical to keep it as a testimony of the long term evolution co-operation effort of OECD countries, after a light update and develop a whole new set of measures more relevant to the stake and actors of the 21st Century, including the growing importance of middle income countries and transnational actors in global dynamics. This new set of measures has to answer to a number of complex criteria and will require a large cooperative effort from the international community. It is probably one of the conditions to reach an ambitious result in the current negotiation on the shared objectives and their means of implementation in favour of a more sustainable and a more equitable global development after 2015.*

## Où en est l'aide publique au développement française fin 2012 ?

*Where do stand at the end of 2012 the French Official Development Aid?*

### Philippe Coquart

L'aide au développement française connaît actuellement beaucoup de mouvements, notamment autour d'un rapport de la Cour des Comptes sur la politique française d'aide au développement adopté en 2012. En effet, la Cour des Comptes dresse à nouveau, car ce n'est pas la première fois, un bilan assez cinglant dans pratiquement tous les domaines d'élaboration, de mise en oeuvre et de suivi de la politique française d'aide publique au développement au plan de l'organisation administrative de l'Etat et de ses relations avec le reste de la société, du chiffrage et de la répartition géographique, de la nature d'intervention de l'aide, ou de son évaluation. Le rapport est salubre sur bien des points bien que quelque peu velléitaire, tant un nombre important de ces remarques, déjà anciennes, n'ont jamais rien changé. Le rapport n'a peut-être pas cherché suffisamment à saisir les raisons du non aboutissement des réformes précédentes. Il pêche par ailleurs par le conformisme dont il fait preuve dans un certain nombre de ses analyses, par exemple en matière d'objectifs ou d'évaluation.

*Development Aid of France is currently facing many movements related to a report established by the French « Cour des Comptes » concerning the French Development Aid Policy which was published in 2012. Indeed the « Cour des Comptes » again makes a quite scathing assessment and it's not the first time, concerning the implementation and follow up in almost all areas of the French Development Aid Policy, with regard to its relationship with the rest of the society, the aid encryption, geographical or by nature of intervention breaking down or its evaluation. The report is beneficiary on many aspects even if somehow indecisive because so many of its observations have already been made without inferring any impact. Perhaps the report has not enough looked at catching why previous reforms have failed. It also shows over conformity in some of its analysis, concerning for example questions related to objectives' identification or evaluation's methodology.*

## Les instruments de financement de l'action extérieure de l'Union européenne : qu'attendre des négociations en cours pour 2014-2020 ?

*Financing instruments for European Union external action: what expectations for the next Multiannual Financial Framework 2014-2020?*

### Fatène Benhabylès-Foeth

Si les propositions de la Commission européenne pour renouveler les bases légales de l'action extérieure de l'Union européenne (UE) s'inscrivent dans un périmètre relativement proche du cadre actuel, les négociations ne sont pas sans complexité. Certaines difficultés sont de nature institutionnelle, d'autres concernent la cohérence entre les engagements politiques de l'UE et la mise en oeuvre concrète de son action extérieure.

*The proposals of the European Commission to renew the legal basis for the EU's external action are relatively close to the current framework. However, the negotiations are not over yet. Some difficulties are of an institutional nature, others concern the coherence between the political commitments of the EU and the implementation of its external action.*

### La mobilisation du secteur privé en faveur du développement : quel rôle peuvent jouer les facilités européennes d'investissement ?

*Engaging the Private Sector for Development: What role for the EU Regional Blending Facilities?*

**Klaus Rudischhauser**

L'Union européenne (UE) a récemment lancé le mixage prêts-don comme l'un des instruments de sa politique d'aide extérieure. Les sept « facilités » régionales d'investissement créées à cet effet couvrent aujourd'hui presque tous les pays de sa zone de coopération extérieure. Ces facilités combinent des subventions de l'UE ou du Fonds européen de développement (FED) et des contributions volontaires des États membres avec d'autres ressources telles que des prêts des institutions financières européennes. L'idée est que l'utilisation stratégique d'un élément de subvention peut rendre financièrement viable un projet tout en augmentant son impact économique, social et environnemental. Si l'accent a été mis jusqu'à présent sur les investissements à caractère public, les facilités peuvent également catalyser les investissements à caractère privé en mettant les subventions au service d'instruments financiers innovants, tels que, par exemple, le capital-risque et les garanties d'investissement, en vue d'accroître la mobilisation des capitaux privés pour des projets ayant un impact significatif en termes de développement. Dans cette perspective, la Commission adopte une approche prudente, sélective et projet par projet, l'objectif visé étant l'éradication de la pauvreté et la mise en œuvre d'un développement durable.

*The European Union (EU) has recently started using blending as one of its instrument to deliver development aid. The seven regional blending facilities created for this purpose now cover all countries in the European Union's area of external cooperation. These facilities combine grants from the EU Budget, the European Development Fund (EDF) and voluntary contributions from Member States with additional non-grant resources, such as loans from European financial institutions. The idea is that the strategic use of a grant element can make a project financially viable and increase its economic, social and environmental impact. While the emphasis so far was on public investments, the facilities can also catalyse private investments by using grants as innovative financial tools, such as for example risk capital and investment guarantees, to increase the mobilization of private capital for projects with a significant developmental impact. In this context, the Commission follows a cautious, selective and project by project approach to ensure that development objectives are paramount and market distortions are avoided.*

### La taxe sur les transactions financières : vers un réel changement d'échelle dans l'aide au développement européenne et française ?

*The financial transactions tax: towards a real scaling-up in the European and French development assistance?*

**Claire Brodin**

Parmi les mécanismes innovants présentant un fort potentiel pour un changement d'échelle dans le financement du développement et de la lutte contre le changement climatique dans les pays du Sud, la taxe sur les transactions financières apparaît comme étant le plus prometteur pour mobiliser rapidement les ressources additionnelles à l'aide publique au développement. Les initiatives de l'Union européenne et de la France dans ce domaine constituent des avancées prometteuses qui doivent encore se concrétiser pour l'une, et se renforcer pour l'autre, et s'inscrire toujours dans un esprit de coopération et de solidarité internationale.

*Among the innovative mechanisms presenting a strong potential for a scaling-up financing development and fight against climate change in Southern Countries, the financial transactions tax seems the most promising to quickly gather additional resources to official development assistance. Initiatives of the European Union and France in this field constitute promising actions which must still be concretized for latter, and reinforced for the former, and must always made in a spirit of cooperation and international solidarity.*